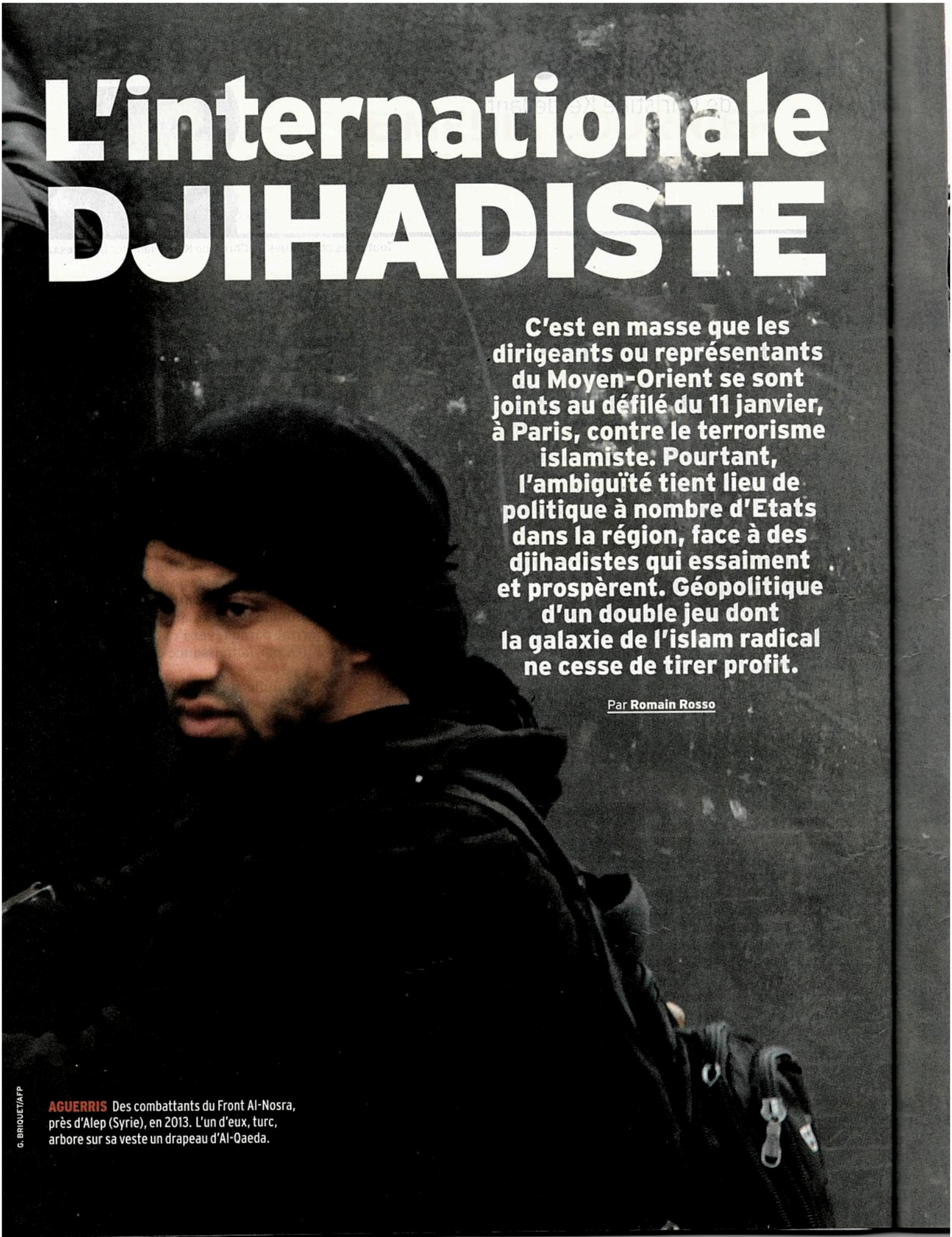
L'internationale DJIHADISTE

C'est en masse que les dirigeants ou représentants du Moyen-Orient se sont joints au défilé du 11 janvier, à Paris, contre le terrorisme islamiste. Pourtant, l'ambiguïté tient lieu de politique à nombre d'Etats dans la région, face à des djihadistes qui essaiment et prospèrent. Géopolitique d'un double jeu dont la galaxie de l'islam radical ne cesse de tirer profit.

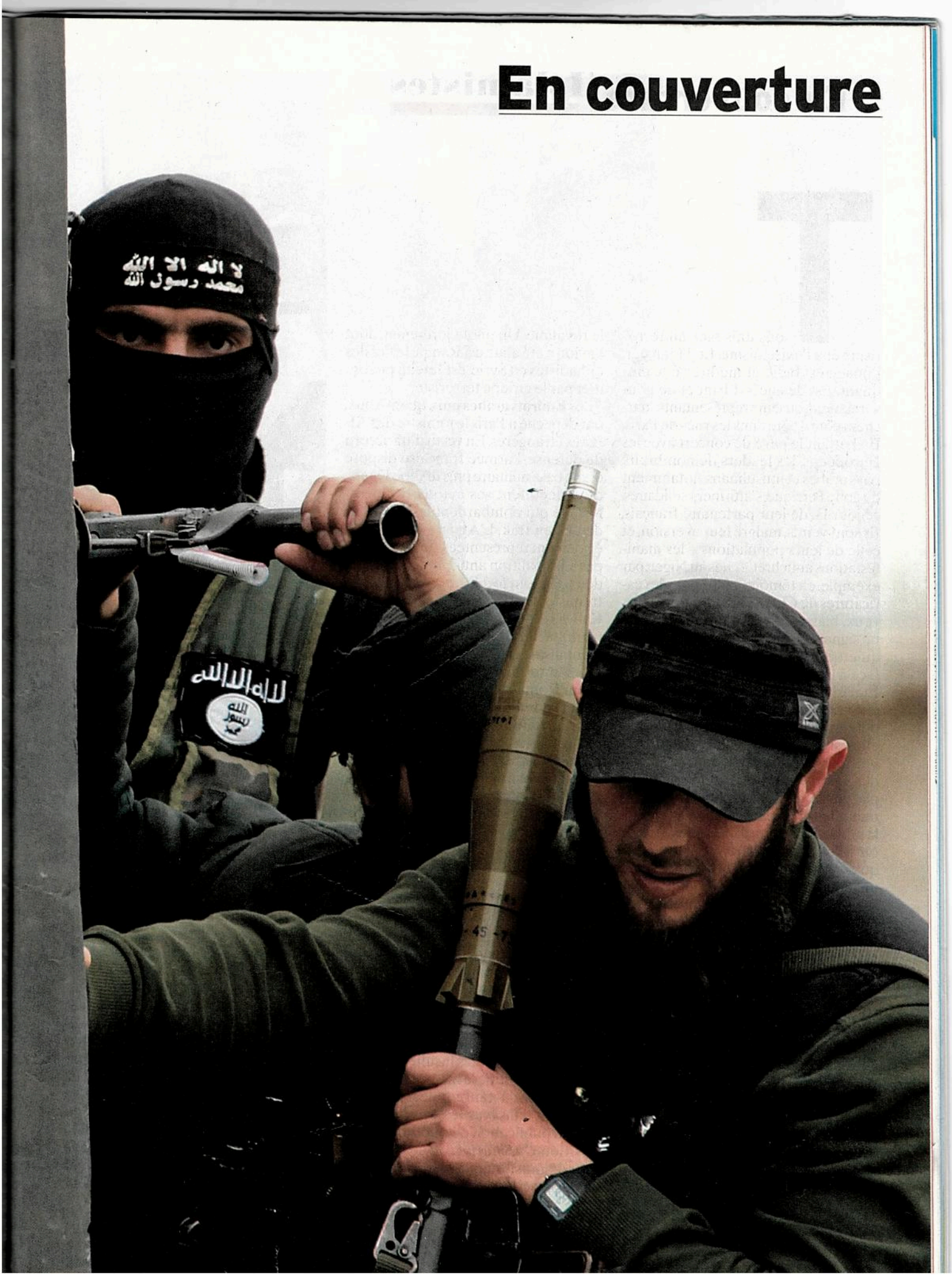
Par **Romain Rosso**



G. BRIQUET/AFP

AGUERRIS Des combattants du Front Al-Nosra, près d'Alep (Syrie), en 2013. L'un d'eux, turc, arbore sur sa veste un drapeau d'Al-Qaeda.

En couverture



Tous unis face au terrorisme et à l'extrémisme. Le 11 janvier, l'image est belle et inédite : une cinquantaine de chefs d'Etat et de gouvernement, ou leurs représentants, marchent côte à côte dans les rues de Paris. En battant le pavé de concert avec les Européens, les leaders de nombreux pays arabes et musulmans, notamment du golfe Persique, s'affirment solidaires, ce jour-là, de leur partenaire français. Ils sont venus, malgré leur aversion, et celle de leurs populations – les manifestations antichrétiennes au Niger, par exemple, en témoignent –, pour les caricatures de *Charlie Hebdo,* qui, à leurs yeux, blasphèment le Prophète. C'est un signe, selon certains experts, de l'inquiétude des Etats moyen-orientaux face à la menace djihadiste du groupe Etat islamique (EI, ou Daech en arabe) en Syrie et en Irak. De fait, l'unanimité politique affichée à Paris est forte. Mais elle est trompeuse. Car le soutien de plusieurs pays paraît incongru, à bien des égards, tant leur régime ne brille pas par le respect des libertés fondamentales, et en particulier la liberté de la presse. Plus grave, la Turquie, le Qatar ou l'Arabie saoudite, pour ne citer qu'eux, ont cultivé ou cultivent encore un rapport ambigu avec l'islam radical, selon leurs intérêts géopolitiques. Tandis que la duplicité tient lieu de politique à nombre d'Etats dans la région, les djihadistes essaiment et prospèrent.

Les partisans les plus déterminés de la lutte contre l'islam armé sont, sans surprise, les régimes qui y voient une menace pour leur propre survie. Ainsi, la présence à Paris du roi Abdallah de **Jordanie** et de son épouse, Rania, n'est pas étonnante *(voir, page 16, notre entretien avec la reine)*. Le souverain hachémite, gardien des lieux saints musulmans de Jérusalem, s'affiche dans la coalition menée par les Etats-Unis, contre le « calife » Abou Bakr al-Baghdadi, qui a pour ambition de renverser le royaume. Un pilote jordanien, dont l'avion a été abattu à Raqqa, le fief des djihadistes en Syrie, est retenu prisonnier par le groupe terroriste.

Les **Emirats arabes unis,** quant à eux, ont dépêché à Paris le ministre des Affaires étrangères. En vertu d'un accord de défense, l'armée française dispose d'une base militaire près d'Abou Dhabi, d'où décollent ses avions Rafale et Mirage qui bombardent les positions de l'EI en Irak. L'**Algérie** et l'**Egypte,** également représentées, ne participent pas à la coalition anti-Daech. Mais ces deux pays ont fort à faire avec leurs extrémistes cachés dans leurs refuges de Kabylie et du Sinaï. « Les régimes arabes n'ont aucun problème avec le fondamentalisme, tant qu'il ne s'en prend pas à leur autorité politique », note le chercheur Romain Caillet, basé au Liban.

Signe des temps, le jeu de la **Turquie,** pourtant officiellement laïque, apparaît plus ambigu. Protocole oblige, le Premier ministre, l'islamo-conservateur Ahmet Davutoglu, a défilé au premier rang de la marche parisienne. Trois jours plus tard, en revanche, lors de la publication du nouveau *Charlie Hebdo,* un tribunal a ordonné le blocage des pages de quatre sites Internet, qui reproduisaient la couverture de l'hebdomadaire satirique, montrant Mahomet avec une pancarte « Je suis Charlie ». « Nous ne pouvons accepter les insultes faites au Prophète », justifie le même Davutoglu, tandis qu'à Istanbul des policiers échouent dans leur tentative d'empêcher la publication du quotidien d'opposition *Cumhuriyet,* le seul dans le monde musulman à oser publier un cahier spécial avec la plupart des caricatures de Luz et des autres rescapés de la tuerie… Au-delà des derniers rebondissements, les censures de la presse se multiplient en Turquie, dirigée depuis douze ans par Recep Tayyip Erdogan, qui fut Premier ministre avant d'être élu président en 2014. « Tandis que son parti, l'AKP, développe une morale conservatrice, Erdogan se montre de plus en plus autoritaire et obsédé par la personnalisation du pouvoir », sou-

La Turquie, le Qatar ou l'Arabie saoudite ont cultivé ou cultivent encore un rapport ambigu avec l'islam radical

P. ROSSIGNOL/REUTERS

DUPLICES ? Des dignitaires qatariens reçus par François Hollande à l'Elysée avant la marche républicaine, le 11 janvier.

ligne Dorothée Schmid, chercheuse à l'Institut français des relations internationales (Ifri). Le gendarme des médias turcs menace de poursuites judiciaires tous les organes de presse qui publieraient des documents tendant à prouver qu'Ankara a livré des armes à certains groupes rebelles islamistes syriens – ce que le gouvernement nie. Il y a un an, pourtant, quand des camions chargés d'armes ont été interceptés à la frontière syrienne, ils étaient escortés, selon certaines sources, par les services de renseignement. Depuis le début de la guerre civile en Syrie, Ankara, qui veut faire tomber Bachar el-Assad, est accusé de fermer les yeux face au passage sur son territoire, en sus des armes et de toutes sortes de contrebande, de centaines de jeunes djihadistes européens. Ce qui irrite au plus haut point les alliés américains et européens, en particulier la France, dont 1 400 ressortissants ont rejoint la Syrie. Parmi eux, Hayat Boumeddiene, qui a gagné le territoire syrien depuis la Turquie quelques jours avant que son mari, Amedy Coulibaly, tue une policière municipale à Montrouge.

Le double langage est une constante de la politique nationaliste « néo-ottomane » d'Erdogan. Le président refuse d'ouvrir la base d'Inçirlik, dans le sud du pays, aux avions de la coalition anti-Daech, alors que le Parlement d'Ankara a donné son feu vert à un engagement militaire. En octobre 2014, les chars turcs sont restés immobiles devant la bataille de Kobané, peuplée de Kurdes syriens. La Turquie apparaît comme un partenaire objectif de l'Etat islamique, alors que, paradoxalement, Ankara est engagé dans un processus interminable d'adhésion à l'Union européenne. « La complaisance turque à l'égard de Daech poursuit un double objectif, souligne l'ancien ambassadeur Denis Bauchard, conseiller spécial à l'Ifri : affaiblir le régime syrien et éviter la création d'un Kurdistan autonome que dirigerait son ennemi, le Parti des travailleurs kurdes (PKK), à sa frontière sud. Puissance ●●●

Photos : Elodie Grégoire.

••• sunnite, Ankara se réjouit de la faiblesse du gouvernement irakien chiite. » Dorothée Schmid, quant à elle, s'interroge : « Ankara se targue d'être le grand pays musulman de l'Otan. Les Turcs sont essentiels à toute intervention militaire dans la région. Mais leurs ambiguïtés et leurs réticences à travailler avec les polices européennes et avec les militaires de l'Otan donnent le sentiment qu'ils ne sont pas à leur poste. A la fin, où est la Turquie ? »

Vue de Paris, la question apparaît plus brûlante, encore, s'agissant du **Qatar.** « Le Qatar soutient le PSG… et le terrorisme. » Cette pancarte brandie par un supporteur corse lors d'un match de football à Bastia, le 14 janvier, en dit long sur l'image de ce petit mais richissime émirat gazier. Doha nie financer des groupes djihadistes. Soutien des Frères musulmans et du Hamas palestinien, le Qatar, en revanche, assiste certaines des factions islamistes en guerre contre Bachar el-Assad. Les Emirats arabes unis soupçonnent aussi Doha d'aider les rebelles en Libye qui s'opposent aux autorités élues de Tobrouk. Avec le Koweït, le pays est aussi pointé du doigt par le Trésor américain. Dans un rapport daté d'avril 2014, le sous-secrétaire chargé de la lutte contre le terrorisme, David Cohen, déplore la législation permissive de ces deux Etats qui permet à des associations caritatives de récolter des fonds privés pour des motifs humanitaires en apparence, qui atterrissent « souvent », note le rapport, dans les poches de groupes extrémistes. Le Qatar se défend contre ces accusations devenues rituelles et fait valoir que l'armée américaine dispose sur son territoire de son centre de commandement pour tout le Moyen-Orient, le Centcom. L'émirat a aussi multiplié les investissements à l'étranger, notamment en France, avec la bénédiction de Nicolas Sarkozy. Il n'empêche. Le jeune émir du Qatar, Tamim al-Thani, n'a pas osé s'afficher à Paris le 11 janvier : il a envoyé son frère, Mohamed. Nul doute que le régime entend ménager ce qui tient lieu d'opinion publique.

O. KOSE/AFP

VIRULENTS « Nous sommes tous Chérif Kouachi », proclament ces manifestants à Istanbul (Turquie), le 16 janvier.

Accusée d'avoir enfanté Oussama ben Laden et 15 des 19 terroristes du 11 septembre 2001, le chef de file des puissances sunnites de la région, **l'Arabie saoudite,** a gagné, sur son territoire, une guerre de dix ans contre les terroristes – aujourd'hui retranchés au **Yémen** sous l'égide d'Al-Qaeda dans la péninsule Arabique (Aqpa), qui a revendiqué l'attentat contre *Charlie Hebdo*. Elle est aujourd'hui très impliquée contre les djihadistes de Daech, qui la menacent à leur tour : plus de 2 500 combattants islamistes viennent de ce pays, selon Romain Caillet. Obsédé par la montée en puissance de l'Iran chiite, le royaume a laissé certains de ses ressortissants financer des rebelles islamistes qui luttent contre Bachar el-Assad, allié de Téhéran. Avec retard, la monarchie semble avoir compris qu'elle nourrissait de futurs ennemis, qui accusent la famille Al-Saoud vieillissante d'être vendue aux Etats-Unis : inquiète du départ de ses jeunes, elle a ainsi criminalisé les organisations djihadistes, comme Daech ou le Front Al-Nosra, le bras armé d'Al-Qaeda en Syrie, au printemps dernier (les Emirats arabes unis ont fait de même). Client important de l'industrie d'armement française, Riyad considère Paris comme un allié sûr depuis que Washington, son partenaire historique, discute avec Téhéran sur son programme nucléaire. François Hollande a effectué deux voyages en Arabie depuis le début de son quinquennat.

L'influence du wahhabisme s'étend au-delà de l'Arabie saoudite

Reste que le royaume, gardien des lieux saints de l'islam sunnite, applique et promeut à travers le monde une idéologie fondamentaliste, le wahhabisme, version ultrarigoriste de l'islam dont se réclament aussi les dirigeants de Daech. « Le pouvoir se sort de sa contradiction en dissociant le radicalisme politique, qui est mal, du radicalisme religieux, qui est bon », note le politologue Olivier Roy, spécialiste de l'islam. Pas moins de 87 décapitations ont eu lieu pour des faits de droit commun (meurtres, « sorcellerie »…) en 2014, et dix depuis le début de l'année. Deux jours avant la marche de Paris, à laquelle Riyad n'avait envoyé qu'un représentant de second rang, un blogueur, Raif Badaoui, était fouetté en public à Djedda, après avoir été condamné à dix ans de prison pour « insulte à l'islam ». Les valeurs intransigeantes du régime, sur lesquelles repose une part de sa légitimité, sont aux antipodes de la société française, notamment concernant la laïcité et la mixité.

Or l'influence doctrinale du wahhabisme ne cesse de s'étendre, en Europe particulièrement. « Cela pose problème dès lors que, sous l'effet de discours salafistes, des jeunes Français commencent à dire : la convivialité avec les non-musulmans, c'est mal », ajoute Olivier Roy. Facilitée par les réseaux sociaux et les vidéos disponibles sur Internet, la banalisation du salafisme est un terreau sur lequel peut pousser le djihadisme. • **R. Ro.**

RTL

+579 000 AUDITEURS**

1ÈRE RADIO DE FRANCE*

PLUS FORTE PROGRESSION**

15,8 %	RTL
9,9 %	Europe 1
8,9 %	France Inter
8,3 %	France Bleu
7,5 %	NRJ

PDA des 5 premières Radios

8,3 %	RTL
6,8 %	France Inter
6,4 %	NRJ
5,6 %	Nostalgie
4,8 %	France Bleu

PDA des 5 premières Radios

12,7 %	RTL
12,4 %	France Inter
9,7 %	Europe 1
8,4 %	France Bleu
6,8 %	NRJ

PDA des 5 premières Radios

8,2 %	RTL
6,4 %	NRJ
6,3 %	Nostalgie
5,4 %	France Bleu
4,9 %	France Inter

PDA des 5 premières Radios

12,4 %	RTL
9,1 %	France Bleu
7,3 %	RMC
7,1 %	France Inter
7 %	Europe 1

PDA des 5 premières Radios

15,5 %	RTL
7,2 %	NRJ
6 %	France Inter
5,7 %	Europe 1
5,1 %	France Bleu

PDA des 5 premières Radios

11,6 %	RTL
8,5 %	France Inter
7,9 %	RMC
7,7 %	France Bleu
6 %	Europe 1

PDA des 5 premières Radios

9,9 %	RTL
9,7 %	France Inter
7,5 %	NRJ
6,9 %	Europe 1
5,9 %	RMC

PDA des 5 premières Radios

*Médiamétrie, 126 000, Nov-Déc 14, L à V, 5h-24h, PDA, 13 ans et +.
**Médiamétrie, 126 000, Nov-Déc 14 vs Nov-Déc 13, L à V, 5h-24h, AC, 13 ans et +.

Touche pas à mon Golfe...

Alors que des pays comme le Qatar ou l'Arabie saoudite sont montrés du doigt pour leurs liens supposés avec les milieux radicaux, la classe politique française – chouchoutée par les pétromonarchies – a du mal à cacher son embarras.

Par **Benjamin Sportouch** et **Marcelo Wesfreid**

B. LANGLOIS/AFP

En septembre 2014, *Charlie Hebdo* publie sur son compte Twitter une blague qui résonne tragiquement aujourd'hui : « Peur d'un attentat à Paris ? Réfugiez-vous au PSG. C'est le seul endroit que n'attaqueront pas les djihadistes financés par le Qatar. » Depuis que des kalachnikovs ont endeuillé Paris, les humoristes ne sont plus les seuls à s'en prendre aux puissances du Golfe. « Je demande que nous réexaminions nos choix diplomatiques, au Proche- et au Moyen-Orient, pour ne plus avoir pour alliés ou partenaires des Etats qui soutiendraient, parraineraient, financeraient ou subventionneraient des filières ou des discours terroristes », tonne l'ancien ministre et candidat malheureux à la présidence de l'UMP, Bruno Le Maire, dans *Le Parisien* du 16 janvier. Dans son viseur, outre le Yémen, cher aux frères Kouachi, deux puissances que la France chouchoute : le Qatar et l'Arabie saoudite. Pour lui, les auteurs des attaques de Paris sont « des ennemis de l'intérieur parrainés et financés par des Etats extérieurs ».

Au Quai d'Orsay, un diplomate soupire : « On est dans le fantasme, pas dans la réalité. » A droite, le député UMP Olivier Dassault, président du groupe d'amitié parlementaire avec l'Arabie saoudite (et fils du fabricant du Rafale, Serge Dassault), s'étrangle : « Bruno Le Maire n'a aucun élément pour proférer de telles choses. C'est un procès d'intention. Les dirigeants de ces Etats ne sont pas responsables de ceux qui, chez eux, se comportent mal. »

« Coulibaly a acheté ses armes en Belgique, pas en Arabie saoudite »

Dans la classe politique française, ils ne sont pas légion à pointer nommément le Qatar et l'Arabie saoudite, nos richissimes alliés. « On a eu le courage de prendre nos distances avec la Russie après la crise ukrainienne, rappelle le député PS Sébastien Pietrasanta, qui fut le rapporteur du projet de loi sur la lutte contre le terrorisme. Coupons les relations avec les pays qui ont une attitude trouble. Soit on est en guerre contre l'islamisme radical, soit on ne l'est pas. Cessons l'hypocrisie. » Marine Le Pen demande également la fin des « relations privilégiées avec le Qatar ». Pour que la France ne devienne pas, selon ses mots, la « catin du Qatar », prête à tout pour quelques pétrodollars.

Mais les élus, dans leur immense majorité, veulent que se poursuive la lune de miel avec les pétromonarchies. Peur de se priver d'une manne financière ? Crainte de s'éloigner d'acteurs indispensables à la résolution de nombreuses crises (libération des infirmières bulgares en Libye, par exemple) ? « Le Qatar est un pays ami de la France, répète, le 12 janvier sur RTL, Nicolas Sarkozy, inconditionnel des tribunes VIP du PSG et proche de la famille princière. Pas depuis moi, c'est François Mitterrand. Vous croyez que François Mitterrand, Jacques Chirac, moi-même hier, François Hollande aujourd'hui, on aurait cette politique d'amitié avec le Qatar si nous pensions que le Qatar, c'était uniquement le financeur du terrorisme ? »

« Amedy Coulibaly a acheté ses armes en Belgique, pas en Arabie saoudite ! » rappelle un ministre. « Le Qatar fait partie de la coalition internationale contre Daech », renchérit Thierry Braillard, secrétaire d'Etat aux Sports. « Nous éloigner de ces Etats serait très grave, prévient l'ancien secrétaire général de l'Elysée, Claude Guéant. S'il n'y a plus de relations diplomatiques, on risque

« La CIA et nos services secrets auraient déjà sorti des choses, s'il y en avait »

Maurice Leroy, président du groupe d'amitié France-Qatar

ALLIÉS François Hollande avec l'émir du Qatar, lors d'un voyage officiel, en 2013. Les deux chefs d'Etat visitent un chantier de la société Bouygues, à Doha.

de se priver d'un accès à des informations précieuses. » Un argument, sous forme de question, revient en boucle quand on interroge les élus qui voyagent régulièrement dans la péninsule : où-sont-les-preuves ? « Ne pensez-vous pas que la CIA et nos excellentissimes services secrets auraient déjà sorti des choses, s'il y en avait ? » demande le député UDI de Loir-et-Cher, Maurice Leroy, à la tête du groupe d'amitié France-Qatar. « Où sont les traces d'une implication de ces pays dans un financement terroriste ? » interroge la sénatrice PS de Paris Bariza Khiari, qui suit de près le monde arabe. « Pensez-vous vraiment que les Etats-Unis signeraient de gros contrats d'armement avec l'Arabie saoudite, leur principal allié dans la région, si celle-ci finançait des terroristes ? » renchérit un haut diplomate.

Les services secrets occidentaux ne se posent pas de questions quand il s'agit de désigner les connexions de certaines fondations privées ou de personnalités implantées dans la péninsule Arabique avec des groupes islamistes en Syrie, en Irak ou au Sahel. En mars 2012, *Le Canard enchaîné* fait état de plusieurs notes alarmantes de la DGSE : « Les activités internationales du Qatar ne sont pas limitées à aider financièrement les révolutions en Tunisie, en Egypte ou en Libye », synthétise l'hebdomadaire, mais s'étendent aux « fournitures d'armes aux révoltés syriens », au « financement des Chebab, les insurgés islamistes somaliens », au « financement des groupes islamistes érythréens qui s'infiltrent en Ethiopie » ou encore au « financement, toujours via des ONG sympathisantes, des rebelles qui parcourent le Sahel ou le Nigeria ». Double jeu ? Le 9 octobre 2012, François Hollande relaie cette inquiétude, en termes certes plus diplomatiques, sur France 24, TV5 Monde et RFI : « J'ai demandé au Qatar, qui mène des œuvres humanitaires dans un certain nombre de pays, dont le Mali, de faire attention. Vous pensez parfois être dans l'humanitaire et vous pouvez, sans que vous en soyez pour autant responsable, vous retrouver à financer des initiatives qui peuvent être au bénéfice des terroristes. »

Une semaine sur les plages de l'émirat, tous frais payés

Les investissements des pétromonarchies dans l'économie française sont tels, aujourd'hui, que les gouvernements ne veulent pas brusquer leurs alliés – François Hollande a resserré les relations avec l'Arabie saoudite, négligées par Nicolas Sarkozy. La diplomatie est même sportive. « Nous allons signer prochainement un partenariat avec un centre de haut niveau à Doha pour que nos athlètes puissent venir s'entraîner pendant l'hiver », rapporte Thierry Braillard, alors que le Qatar accueille les Mondiaux de handball dans des salles flambant neuves, mais désespérément vides. Ce sport n'a quasiment aucun adepte dans le pays.

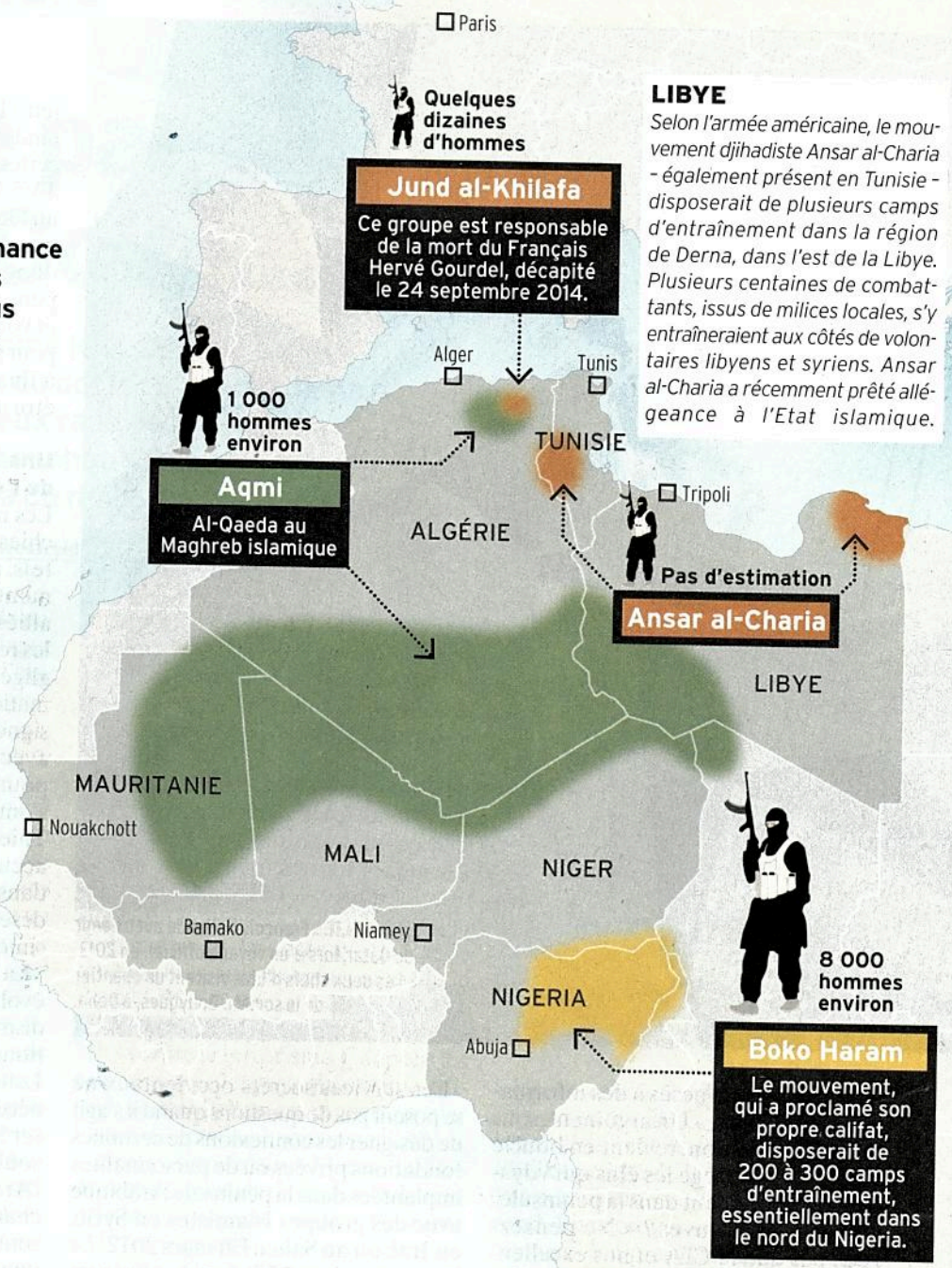
La situation géopolitique, toutefois, évolue avec l'essor fulgurant du djihadisme, note le délégué général aux relations internationales de l'UMP, Pierre Lellouche. D'autres coopérations sont nécessaires. « La Turquie, elle, laisse passer 1 000 djihadistes par an vers la Syrie, souligne le député de Paris. Quant à l'Arabie saoudite, elle est en train de changer de braquet. Ses dirigeants se sont rendu compte que l'Etat islamique voulait marcher sur Riyad. »

Pour l'heure, les élus français font toujours l'objet d'attentions particulières. Au Qatar, ils sont dorlotés. Pierre Lellouche se souvient, encore estomaqué, d'un voyage à Doha, il y a deux ans, avec une délégation d'élus : « Au programme figuraient des colloques avec des intitulés pompeux qui, finalement, n'ont jamais eu lieu ou ont été réduits à la portion congrue. Les parlementaires passent une semaine sur les plages de l'émirat, tous frais payés. Ce genre d'invitation est extrêmement rare de la part d'autres pays. » ●

Bastions et mentors du DJIHAD

Les zones où s'entraînent de jeunes radicaux en provenance d'Europe ou d'autres régions du monde sont de plus en plus nombreuses. Etat des forces et principaux idéologues de la galaxie djihadiste.

Pages réalisées par
Boris Thiolay et **Anne Vidalie**



LIBYE

Selon l'armée américaine, le mouvement djihadiste Ansar al-Charia – également présent en Tunisie – disposerait de plusieurs camps d'entraînement dans la région de Derna, dans l'est de la Libye. Plusieurs centaines de combattants, issus de milices locales, s'y entraîneraient aux côtés de volontaires libyens et syriens. Ansar al-Charia a récemment prêté allégeance à l'Etat islamique.

SAHEL

Rallié en 2007 à l'idéologie de Ben Laden, Al-Qaeda au Maghreb islamique (Aqmi) a débordé d'Algérie pour étendre ses actions dans la zone sahélienne. Malgré les succès de l'opération Serval au Mali, deux dissidences d'Aqmi sont menaçantes. Implanté dans le nord du Mali, le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (Mujao) mène des actions sporadiques contre les militaires français. L'organisation Al-Mourabitoune dispose de camps d'entraînement et de logistique dans le sud de la Libye.

EPA

Abou Moussab al-Souri (« le Syrien »). *Mustapha Sett Mariam Nassar (son véritable nom) est né à Alep (Syrie) en 1958. Inspirateur de la doctrine originelle d'Al-Qaeda, il en a depuis critiqué la stratégie. En 2004, il publie* L'Appel à la résistance islamique mondiale, *bréviaire d'un « nouveau djihadisme » de 1600 pages. Pour créer le chaos en Occident, il préconise des actions menées par de petites cellules indépendantes. Livré par les Américains à la Syrie, en 2007, il est libéré en 2011. Al-Souri ne reconnaît pas l'autorité de l'organisation Etat islamique, mais cette dernière est influencée par sa pensée.*

REUTERS

Ayman al-Zaouahiri. *Bras droit de Ben Laden jusqu'à sa mort, en 2011, cet Egyptien, né en 1951, est le n° 1 d'Al-Qaeda. Formé par les Frères musulmans, il assiste, en 1966, à la pendaison de leur leader, Saïd Qotb. Episode fondateur pour celui qui, en 1998, élabore avec Ben Laden le « Front islamique mondial contre les juifs et les croisés », et la fatwa indiquant que le meurtre d'Américains et de leurs alliés est un « devoir personnel du musulman ». Légitimant les attentats suicides contre les civils, y compris des musulmans accusés d'apostasie, ses méthodes sont critiquées par d'autres théoriciens.*

AFP

Anouar al-Aoulaqi. *Tué par un drone en 2011, cet Américain d'origine yéménite, né en 1971, demeure une référence idéologique pour Al-Qaeda dans la péninsule Arabique (Aqpa). Radicalisé au moment du 11 septembre 2001, il s'installe trois ans plus tard au Yémen. Al-Aoulaqi lance sur Internet des appels au djihad. En 2010, il crée* Inspire, *magazine en ligne en anglais, pour inciter des jeunes radicalisés à agir en Europe. Dans sa revendication de la tuerie perpétrée le 7 janvier à Paris, Aqpa souligne qu'elle a été organisée par Al-Aoulaqi, « qui menace l'Occident, de son vivant comme après son martyr ».*

SYRIE ET IRAK

Depuis 2012, 64 camps djihadistes auraient été recensés en Syrie et en Irak – dont 8 réservés aux enfants. 49 se trouveraient sur le sol syrien et 15 chez le voisin irakien. L'Etat islamique dirige 30 de ces bases, le Front Al-Nosra, branche officielle d'Al-Qaeda en Syrie, 14. Des groupes originaires du Caucase, d'Ouzbékistan, du Kazakhstan, de la bande de Gaza et du Maroc seraient à la tête de 9 structures. Les djihadistes n'hésitent pas à faire la promotion de ces camps sur Internet à grand renfort de vidéos et de photos.

Appartenance majoritaire :

- à Al-Qaeda
- à l'Etat islamique
- à d'autres groupes

3 000 Européens, dont 400 Français, combattraient en Syrie et en Irak

De 3 000 à 7 000 hommes

Front Al-Nosra

Environ 30 000 hommes

Etat islamique

SYRIE

Damas

Bagdad

IRAK

36 000 hommes

Talibans et Al-Qaeda

Kaboul

AFGHANISTAN

Islamabad

PAKISTAN

PAKISTAN ET AFGHANISTAN

Depuis juin 2014, l'armée pakistanaise s'est lancée dans une vaste opération militaire contre les bastions islamistes du Waziristan du Nord. Cette zone tribale à la frontière afghane, visée depuis 2006 par les drones américains, abritait une centaine de camps d'entraînement à la fin des années 2000. Difficile de dire combien de ces structures dirigées par Al-Qaeda et ses alliés talibans ont survécu. En Afghanistan, ces dernières semaines, les talibans ont rendu publique, par vidéo, l'existence de deux camps situés dans des provinces du nord. Al-Qaeda disposerait de plusieurs structures d'entraînement dans les régions du Kounar et du Nouristan, dans l'est, et, selon le département d'Etat américain, un groupe djihadiste pakistanais dirigerait plusieurs bases, dans l'est du pays également.

1 000 hommes environ

Chebab

Ils ont revendiqué un attentat commis en mai 2014 contre un restaurant de Djibouti (3 morts). Les « croisés français » étaient visés.

1 000 hommes environ

Aqpa

Al-Qaeda dans la péninsule Arabique

Sanaa

YÉMEN

YÉMEN

Saïd et Chérif Kouachi, les auteurs de la tuerie de Charlie Hebdo, se seraient formés au maniement des armes dans l'un des camps d'entraînement yéménites dirigés par Al-Qaeda dans la péninsule Arabique (Aqpa), qui a revendiqué leur action. Cette organisation, issue en 2009 de la fusion des branches yéménite et saoudienne, est solidement implantée dans la région de l'Hadramaout, dans l'est du pays.

SOMALIE

Mogadiscio

KENYA

Nairobi

CAPTURE D'ÉCRAN

Abou Muhammad al-Maqdissi. *Ancien mentor du chef d'Al-Qaeda en Irak tué en 2006, ce Jordanien, né en 1959 en Cisjordanie, est considéré comme l'un des prédicateurs djihadistes les plus influents. Rejetant l'excommunication (takfir) systématique des musulmans chiites et leur assassinat, il s'oppose globalement à l'idéologie de l'organisation Etat islamique. Libéré en juin 2014 par la Jordanie, après cinq années de détention, il a voulu contribuer à la libération de l'otage américain Peter Kassig, finalement décapité par Daech, en novembre 2014. Cette médiation lui a valu d'être à nouveau arrêté.*

CAPTURE D'ÉCRAN

Turki al-Binali. *Né à Bahreïn en 1984, il s'est brouillé avec son maître, Al-Maqdissi (voir ci-contre). Persona non grata aux Emirats arabes unis, au Koweït, au Qatar et en Egypte, Al-Binali, alias Abou Humam al-Athari, a connu la prison pour ses appels au djihad. Rallié à l'organisation Etat islamique au début de 2014, il est l'auteur d'une biographie d'Abou Bakr al-Baghdadi, son chef, pour légitimer son titre de « calife ». Après avoir séjourné en Syrie, Turki al-Binali prêche et enseigne à Mossoul (Irak), capitale autoproclamée de l'Etat islamique.*

CAPTURE D'ÉCRAN

Abou Bassir al-Tartussi. *Né à Tartus (Syrie), Abdal Munem Mustapha Halima (sa véritable identité) s'est réfugié en Grande-Bretagne au début des années 1980. Figure du « Londonistan » radical, il a cependant condamné les attentats de 2005 dans la capitale britannique. Réapparu publiquement en 2012, dans une vidéo le montrant en Syrie entouré de combattants armés, Al-Tartussi est le référent théologique du Front islamique syrien, composante de la rébellion au régime de Bachar el-Assad, mais non affilié à Al-Qaeda ou à l'Etat islamique. Il diffuse ses fatwas sur son propre site Internet.*

PORTE-PAROLE Le 14 janvier, Nasser ben Ali al-Ansi revendique, au nom d'Al-Qaeda dans la péninsule Arabique (Aqpa), l'attentat contre *Charlie Hebdo*.

AL-MALAHEM MEDIA/AFP

Des loups pas vraiment solitaires

Les frères Kouachi ont-ils reçu de l'argent du Yémen ? Coulibaly a-t-il acheté les armes en Belgique ? Plusieurs pistes conduisent à l'étranger...

Par **Pascal Ceaux** et **Eric Pelletier,** avec **Edouard Simon**

Les dernières investigations sur la campagne d'attentats menée à Paris du 7 au 9 janvier mettent à nu des pans entiers de la vie des trois terroristes : Saïd Kouachi, 34 ans, son frère, Chérif, et leur ami Amedy Coulibaly, âgés tous deux de 32 ans. A mesure que les enquêteurs de la police judiciaire progressent, levant le voile sur une existence en apparence anonyme à Reims (Marne), à Gennevilliers (Hauts-de-Seine) ou à la Grande-Borne à Grigny (Essonne), le spectre des investigations s'étend vers l'étranger : Belgique, Bulgarie, Grèce, Turquie, voire Syrie… Les pistes empruntent les sentiers de l'internationale islamiste.

« Tout commence au Yémen et tout nous y ramène », résume aux premiers jours de l'enquête un ponte de la police. C'est en effet à Oman, le sultanat voisin, qu'un homme voyageant avec les papiers de « Saïd Kouachi » est repéré le 25 juillet 2011. L'homme en repart le 15 août. Magistrats et policiers antiterroristes se perdent encore en conjectures pour savoir qui de Saïd, libre de ses mouvements, ou de son frère Chérif, alors sous contrôle judiciaire, a effectué ce périple. Un fait certain : le voyageur a été pris en charge par Al-Qaeda dans la péninsule Arabique (Aqpa).

Un train de vie modeste, un souci de ne pas se faire remarquer

A-t-il pour autant reçu la somme de 20 000 dollars, comme l'indique une source citée par la chaîne américaine CNN ? A en croire Nasser ben Ali al-Ansi, le porte-parole d'Aqpa, revendiquant le 14 janvier l'attaque menée par les deux frères Kouachi contre *Charlie Hebdo*, l'opération a bel et bien été financée depuis le Yémen. Ainsi les héritiers d'Oussama ben Laden n'auraient pas seulement choisi la cible : ils auraient donné aux tueurs les moyens de mener à bien leur mission macabre.

En France, l'hypothèse peine cependant à trouver confirmation. Le financement des Kouachi ne viendrait-il pas « des quelques milliers d'euros » que le troisième tueur, Amedy Coulibaly, se vante de leur avoir donnés dans sa vidéo de revendication posthume ? Le train de vie de ses deux amis se caractérise plutôt par la modestie : ni voiture de grosse cylindrée, ni vêtements de luxe, aucune dépense ostentatoire. Chérif, le cadet, réside dans un quartier paisible de Gennevilliers avec son épouse. Il semble d'abord soucieux de ne pas se faire remarquer, en dépit d'un accrochage avec l'imam de la mosquée en 2012, à propos de l'élection présidentielle. Les services de renseignement le soupçonnent alors de s'être lancé dans la contrefaçon de vêtements de sport.

Saïd cultive la même discrétion. Installé à Reims, dans le voisinage immédiat de la famille de sa femme, l'aîné des deux frères semble vivre de peu.

CE COMMANDITAIRE VENU DU YÉMEN

Nasser ben Ali al-Ansi, *l'homme qui a revendiqué au nom d'Al-Qaeda dans la péninsule Arabique (Aqpa) le massacre à* Charlie Hebdo, *est connu des services de renseignement occidentaux. Ce Yéménite à l'âge incertain est l'un des dirigeants éminents d'Aqpa, celui qui prend la parole lors des grandes occasions. Le 30 septembre, il avait appelé dans un message télévisé à l'union de toutes les forces islamistes en Syrie et en Irak contre l'Occident. Selon des sources américaines bien informées, il aurait rejoint, en 1993, l'université Al-Iman à Sanaa (Yémen). Il s'y serait initié au fondamentalisme sous l'égide du cheikh salafiste Abdul Majid al-Zindani, un vieil allié d'Oussama ben Laden au sein d'Al-Qaeda. Dans les années suivantes, il prend les armes en Bosnie (1995) puis en Afghanistan (1996), où il aurait croisé Ben Laden deux ans plus tard. En 2001, le voici aux Philippines pour superviser les islamistes en rébellion contre le gouvernement local. A son retour au Yémen, en 2002, il est emprisonné pendant six mois. Dès 2009, il apparaît dans la hiérarchie d'Aqpa, et en deviendra le porte-parole.*

IHLAS NEWS AGENCY/AFP PHOTO

PISTÉS Hayat Boumeddiene accompagnée de Mehdi Belhoucine, filmés à l'aéroport d'Istanbul, le 2 janvier. Ils sont aujourd'hui en Syrie.

AFP PHOTO

POLICE FRANÇAISE/AFP

RÉSEAU Amedy Coulibaly, Chérif et Saïd Kouachi, les auteurs des attaques terroristes à Paris, ont tous effectué des séjours hors de l'Hexagone lors des mois précédant leurs passages à l'acte.

Inscrit à Pôle Emploi, il ne trouve que de rares missions, et ne bénéficie pas du RSA. L'allocation de son épouse handicapée par une lourde maladie sert à faire vivre le couple et son jeune enfant. C'est elle qui gère l'argent. Lorsque son mari insiste pour acheter la dernière version d'un jeu vidéo de football, elle résiste. Puis cède, pour lui faire plaisir. Les cordons de la bourse sont serrés. « Ils ne sortent pas, déjeunent souvent chez les autres membres de la famille au sens élargi », raconte Me Antoine Flasaquier, l'avocat de la veuve de Saïd.

Rien de flamboyant, non plus, dans le quotidien d'Amedy Coulibaly. Selon la déclaration officielle de Nasser ben Ali al-Ansi, Aqpa n'a ni revendiqué ni financé les cinq assassinats qu'il a commis à Montrouge et à Paris. Mais cet islamiste au passé de braqueur avait d'autres ressources liées au banditisme. Elles l'ont parfois conduit hors de France. En Belgique, par exemple… Aux dires des enquêteurs, il s'y serait rendu, pour une durée indéterminée, entre le 2 et le 7 janvier, afin de régler une affaire personnelle. Un habitant de Charleroi, connu de la police pour de menus trafics, doit de l'argent à sa compagne, Hayat Boumeddiene. En juillet 2014, elle lui a vendu sa mini-Cooper, qu'il aurait ensuite revendue en Grèce. C'est à l'occasion de ce séjour en Belgique qu'Amedy Coulibaly se serait procuré son arsenal auprès du milieu local pour un montant estimé de 5000 euros. Les enquêteurs français évoquent l'hypothèse d'armes « démilitarisées » (neutralisées) mais reconditionnées pour tirer de nouveau. Là encore émerge une origine étrangère, en l'occurrence une filière slovaque…

Coulibaly connaît aussi les combines de délinquants, tels le recours à des emprunts d'un faible montant. Le quotidien *La Voix du Nord* a révélé l'existence d'un prêt de 6000 euros (d'un coût total de 8316 euros assurance décès comprise), contracté le 4 décembre 2014 auprès de la société Cofidis, sans que l'on sache à ce stade s'il a servi à financer les attentats ou seulement son train de vie. Pour justifier sa demande, Coulibaly avait déclaré, sans doute faussement, plus de 33000 euros de revenu imposable en 2013, alors que, pendant toute cette année, il était incarcéré.

D'autres personnes ont-elles pu intervenir dans le soutien logistique et financier aux trois tueurs ? Neuf personnes étaient toujours en garde à vue en début de semaine à Paris. Une connaissance des frères Kouachi a été interpellée en Bulgarie, à la frontière avec la Turquie. Les policiers s'interrogent aussi sur le rôle de Mehdi Belhoucine, l'homme qui a accompagné Hayat Boumeddiene jusqu'en Syrie. C'est une certitude : le carnage des 7, 8 et 9 janvier ne trouvera pas sa seule explication dans l'Hexagone. •

Le nerf de la « guerre sainte »

Dons, contrebande, extorsion de fonds, enlèvements... Les organisations djihadistes multiplient leurs sources de revenus. Et développent leurs activités criminelles.

Par **Anne Vidalie**

330 dollars pour des munitions, 6 800 pour des ateliers, 1,80 pour un savon... Les combattants d'Aqmi (Al-Qaeda au Maghreb islamique) sont des gestionnaires pointilleux, comme le prouvent ces factures retrouvées dans la documentation de cette filiale d'Al-Qaeda en Algérie et au Sahel. Qu'ils soient yéménites, syriens ou nigérians, tous les « soldats d'Allah » le savent : l'argent est le nerf du djihad. Dans la colonne « dépenses » de leur comptabilité figurent la logistique, les armes... Les attentats, aussi : 500 dollars pour les bombes du marathon de Boston en 2013 ; 4 200 dollars pour les deux colis piégés interceptés dans des avions à destination des Etats-Unis en 2010.

Au chapitre « recettes », les rivaux syriens du Front Al-Nosra (lié à Al-Qaeda) et de l'Etat islamique (EI) peuvent inscrire les fonds levés, sous couvert d'actions caritatives, auprès de donateurs qataris, koweïtiens ou saoudiens. Voire européens... A Paris, deux dirigeants de l'association Perle d'espoir ont été mis en examen en novembre 2014 pour financement du terrorisme. Ils sont soupçonnés d'avoir profité de leurs activités humanitaires pour remettre des espèces à des moudjahidine syriens. Afin de déjouer les surveillances bancaire et policière, les donateurs, les collecteurs et les transporteurs de fonds préfèrent désormais l'anonymat d'Internet et des réseaux sociaux.

MANNE La vente de pétrole rapporte chaque jour 1 million de dollars à l'Etat islamique.

N. KELZE/REUTERS

Kidnappings contre rançons : la France, premier contributeur

En financiers avisés, les mouvements djihadistes diversifient leurs sources de revenus. « Ces groupes misent de plus en plus sur des activités criminelles, à commencer par les enlèvements contre rançons », soulignait voilà quelques mois le nouveau n° 2 de la CIA David Cohen, alors sous-secrétaire au Trésor chargé de la lutte contre le terrorisme. Ainsi, les kidnappings d'Occidentaux contribuent à remplir les caisses d'Aqmi, de son cousin yéménite Aqpa (Al-Qaeda dans la péninsule Arabique), des shebab somaliens et des Nigérians de Boko Haram. Depuis 2008, Al-Qaeda et ses affidés auraient empoché entre 110 et 140 millions d'euros. Premier contributeur : la France.

Les trafics de toutes sortes fleurissent dans les zones sous contrôle djihadiste. A la frontière turco-syrienne, la contrebande a été multipliée par 2 pour les cigarettes depuis le début de la guerre, par 4 pour le pétrole, par 6 pour les téléphones portables. Grâce à l'or noir, l'EI empoche plus de 1 million de dollars par jour. Qualifié par David Cohen d'« organisation terroriste la mieux financée à laquelle les Etats-Unis aient été confrontés », il s'est également lancé dans le pillage des trésors archéologiques syriens et irakiens. Leurs alliés shebab, eux, se livrent au trafic d'ivoire.

Sans états d'âme, les combattants mettent les populations locales en coupe réglée. « Ils s'appuient sur certains passages du Coran pour suggérer que la fin justifie les moyens », explique Louise Shelley, professeur à l'université George Mason, en Virginie, et directrice du Centre de recherche sur le terrorisme, la criminalité transnationale et la corruption. Les « frères » prélèvent leur dîme sur les marchandises importées et exportées, les routes et les commerces. Le passage des postes de contrôle se monnaie également : à l'entrée de Mossoul, ville du nord de l'Irak occupée par l'EI, un poids lourd doit acquitter une taxe de 400 dollars, une camionnette, de 50 à 100 dollars.

Les petits nouveaux du djihadisme peuvent également compter sur le soutien financier de leurs aînés. Ainsi, le jeune réseau égyptien Muhammad Jamal a reçu des fonds d'Aqpa, tandis qu'Aqmi a subventionné le Conseil des moudjahidine des environs de Jérusalem, basé à Gaza. Une manne pour ces filiales de la terreur. •

châ THÉÂTRE -te- MUSICAL let DE PARIS

MOZART

IL RE PASTORE

Mise en scène
Olivier Fredj
Nicolas Buffe

Scénographie et costumes
Nicolas Buffe

Dramaturgie
Benoît Chantre

Nouvelle production

Direction musicale
Jean-Christophe Spinosi

Du 22 janvier au 1er février 2015
01 40 28 28 40 et www.chatelet-theatre.com

Rainer Trost
Soraya Mafi
Raquel Camarinha
Marie-Sophie Pollak
Krystian Adam

Ensemble Matheus

France Musique · Direct Matin · 2 · CULTUREBOX francetélévisions · L'OBS · ACCOR · CRÉDIT AGRICOLE CORPORATE & INVESTMENT BANK · MAIRIE DE PARIS

Des « services » moins bien renseignés

A l'heure où ils doivent lutter contre les réseaux islamistes, les spécialistes français de l'antiterrorisme sont confrontés à un problème majeur : les échanges d'informations avec certains pays sont devenus difficiles, voire impossibles. Décryptage.

Par **Pascal Ceaux** et **Eric Pelletier,** avec **Vincent Hugeux**

D. BALICKI

ÉTAT-MAJOR Bernard Squarcini, ex-directeur de la DCRI,

SYRIE

Longtemps, un cendrier posé sur la table basse du patron du renseignement intérieur français a affiché la couleur. Ou plutôt « les » couleurs : noir, rouge et blanc. Ce bibelot aux armoiries du régime syrien illustrait les liens entre les services français et ceux de Bachar el-Assad. Sous l'ère Sarkozy, Bernard Squarcini, directeur de la DCRI, avait noué des relations personnelles avec ses homologues à Damas. « Quand les ponts sont coupés entre Etats, les services servent de circuits de secours », disait-il volontiers. Mais, depuis, Assad est devenu un ennemi, au même titre que l'Etat islamique, l'organisation terroriste qui règne sur une partie de son pays. Voici la France privée de « sources » cruciales.

Le président syrien sait combien l'Occident a besoin de lui. Après les attentats de Paris, il a appelé « au partage d'informations », tout en exigeant la réouverture de l'ambassade de France à Damas, fermée en mars 2012. Un chantage inacceptable pour Paris. On est désormais très loin de l'entente cordiale scellée en 2004. A l'époque, le régime est un allié discret contre le terrorisme. Ainsi, c'est une information syrienne qui permet de repérer une cellule recrutant de combattants pour l'Irak, près des Buttes-Chaumont, à Paris. Parmi eux, les frères Kouachi, les futurs assassins de *Charlie Hebdo*. « Nous avions des échanges directs sur des individus ciblés », indique Bernard Squarcini, habitué à se rendre sur place. « Cette collaboration avec les renseignements généraux syriens s'est prolongée au-delà de 2005, confirme un diplomate français. Et cela même si le président Chirac tenait Assad pour responsable de l'assassinat de son ami Rafic Hariri [NDLR : ex-président du conseil libanais]. »

J. DEMARTHON/AFP

ÉVACUÉE Arrivée en France de la journaliste Edith Bouvier, blessée en Syrie, le 2 mars 2012.

En 2011, la guerre civile syrienne fragilise cette alliance. Certes, les liens résistent un temps, permettant notamment l'évacuation de la journaliste Edith Bouvier, blessée à Homs en février 2012. Mais les atrocités commises contre les civils rendent le régime infréquentable. En septembre 2013, François Hollande lance l'intervention militaire. « Jamais plus nous ne traiterons avec Assad », insiste une source bien informée. Cette position de principe a un revers : alors qu'environ 400 djihadistes français combattent en Syrie, tout échange d'informations devient inimaginable. « Avec la perte de ses frontières, le régime a vu sa capacité de renseignement grandement diminuée, convient Louis Caprioli, conseiller spécial du groupe Geos et ancien cadre de la lutte antiterroriste. Mais ses services demeurent incontournables, car il nous est quasi impossible d'envoyer des sources humaines ou des agents en Syrie. » Patrick Calvar, successeur de Squarcini, connaît bien ses homologues syriens mais ne peut rien obtenir d'eux. Le Quai d'Orsay envisage maintenant de traiter avec l'Iran, allié traditionnel de Damas, mais moins sulfureux.

P.KOVARIK/AFP

on successeur, Patrick Calvar, et Jean-Marc Falcone, directeur général de la police nationale.

MAROC

Depuis 1994 et des attentats commis à Marrakech par de jeunes Français d'origine maghrébine, ce pays est un partenaire essentiel. Or, depuis un an, les relations entre services spécialisés sont bloquées. « Rien, strictement rien ne passe ! » peste un cadre de la police judiciaire. « Les deux pays ne se parlent plus que par l'intermédiaire de l'Espagne » précise un ex-magistrat de l'antiterrorisme. Explication : le royaume chérifien s'indigne des plaintes pour « torture » déposées en France par une ONG contre le patron de ses services de renseignement, Abdellatif Hammouchi, et de sa convocation par la police via l'ambassade du Maroc à Paris. Une collaboration paraît pourtant indispensable lorsque l'on sait que près de 1 500 Marocains – dont certains francophones – combattraient en Syrie. Le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, s'apprête à se rendre à Rabat pour tenter de mettre un terme aux contentieux.

TURQUIE

Alors que la plupart des aspirants français au djihad transitent par Istanbul, le régime islamo-conservateur d'Erdogan fait preuve de passivité tant qu'ils ne mettent pas en péril la sécurité du pays. « L'attitude de nos homologues est illisible, regrette un policier spécialisé. Leur priorité est la lutte contre les séparatistes kurdes et la présence sur leur sol de millions de réfugiés. Le reste est secondaire à leurs yeux. » La coopération – pour le moins fluctuante – entre Paris et Ankara a été ébranlée par plusieurs couacs. Que dire, par exemple, du parcours de trois djihadistes français en septembre 2014 ? Attendus à Orly en provenance de Turquie, ils ont finalement débarqué à Marseille sans être arrêtés… Il y a quelques jours encore éclatait une polémique sur la fuite de l'épouse d'Amedy Coulibaly, passée de Turquie en Syrie le 8 janvier (deuxième jour des attentats de Paris). Ankara s'est plaint de n'avoir pas été alerté de sa dangerosité potentielle.

LIBYE

Le naufrage de ce pays, et plus généralement l'instabilité née des « printemps arabes » (Tunisie, Egypte), rend impossible tout partenariat fiable. Au lendemain de la chute de Kadhafi, en 2011, Paris avait bien ébauché un programme d'échanges incluant un volet « formation » de spécialistes du terrorisme. Mais ce projet a tourné court sous le feu des rivalités régionales, des luttes de pouvoir entre milices. Or le sud-ouest du pays constitue, selon les experts, le sanctuaire terroriste le plus toxique au monde. Bien des satellites de la nébuleuse djihadiste en Afrique *(voir page 52)* en ont fait leur fief.

ALGÉRIE

Les relations entre les deux pays, traditionnellement empreintes de méfiance, passent du chaud au froid. En février 2010, tout va bien : les Algériens jouent un rôle clef dans la libération de l'otage français au Mali, Pierre Camatte. Sept mois plus tard, Bernard Squarcini invite ses homologues chez lui, en Corse, pour les remercier. Ensuite, la météo se rafraîchit. Alger s'agace de voir Paris déployer de gros efforts pour trouver les intermédiaires capables de libérer ses otages au Sahel. Le versement de rançons renforce l'ennemi djihadiste. Depuis quelques mois, les services antiterroristes sentent cependant que la coopération se renforce, alors que – est-ce un hasard ? – le lien avec le Maroc se dégrade.

En coulisses, des non-dits pèsent également sur les relations avec les pays du Maghreb, parfois adeptes de la manière forte avec les islamistes. En septembre 2005, l'employé d'une boucherie halal de Trappes (Yvelines) est arrêté à l'aéroport d'Oran sur signalement de Paris, alors qu'il est sur le point de rentrer en France. Il passe aux aveux, livrant des indications sur un projet d'attentat dans la capitale française. En 2007, il est condamné à quatre ans de prison par une cour d'assises algérienne. Mais les conditions de ses « aveux » alimentent le soupçon : la France aurait-elle sous-traité à l'Algérie un recours à la torture ? « Mon client se souvient que ses bourreaux rendaient compte au téléphone à un mystérieux interlocuteur, assure à L'Express l'avocat Salah Djemai. Et ils s'exprimaient en français… »

Les récents attentats de Paris rendent plus brûlante que jamais la question des choix politiques, diplomatiques et humanitaires. Faute de renouer avec ces sources d'information ou d'en trouver d'autres, moins sulfureuses, la France risque de se placer davantage encore sous la dépendance exclusive de la puissance technologique américaine : écoutes téléphoniques planétaires, listes de passagers interdits de vol à destination des Etats-Unis – ce dispositif fait de Washington la capitale la mieux informée du monde. •

Des recrues pour l'apocalypse

Portée par une idéologie totalitaire, l'organisation Etat islamique entend créer un « homme nouveau ». Ses combattants, fanatisés, suivent un parcours dont le but ultime est le sacrifice dans la bataille finale contre les « mécréants ».

Par **Boris Thiolay**

Ils sont originaires de plus de 80 pays. Ces hommes jeunes se désignent uniquement par leur pseudonyme : Abou Oussama al-Faransi (« le Français », en arabe), Abou Talha al-Tunisi (« le Tunisien »)… Sur les réseaux sociaux, via les vidéos de propagande diffusées sur Internet par l'organisation Etat islamique (Daech), ils exhortent, dans leur langue natale, les musulmans à les rejoindre. Récitant leur déclaration tels des clones, ils menacent aussi l'Occident d'attentats et de tueries, jusqu'à la victoire finale. Effarés, leurs proches affirment « avoir du mal à les reconnaître », comme s'ils avaient subi un « lavage de cerveau ».

Reformatage et voyage initiatique

Or c'est bien de cela qu'il s'agit. Daech ne veut pas seulement étendre par la terreur son « califat » autoproclamé, aujourd'hui à cheval sur les territoires syrien et irakien : son but, comme l'ont voulu d'autres systèmes totalitaires, est de créer un « homme nouveau ». Une sorte d'Homo djihadus, coupé de ses racines et entièrement voué à propager l'interprétation sectaire, ultraviolente que fait Daech des textes et traditions islamiques. « Cette organisation procède au "reformatage" des individus et les met en scène dans une reconstitution fantasmée de la communauté musulmane originelle, celle du temps du Prophète et de ses compagnons, explique Jean-Pierre Filiu, spécialiste des mouvements djihadistes et professeur à Sciences po. Ainsi, elle fait croire à ses recrues qu'ils font partie des "purs", des vrais croyants. »

Sur Internet, puis dans le monde réel, les candidats au djihad suivent un parcours de radicalisation jalonné d'étapes, souvent sans retour. Ils font d'abord la *hijra* : ils quittent leur pays, considéré comme « mécréant », et émigrent vers une terre d'islam idéalisée, prétendant imiter l'exil de Mahomet et de ses premiers compagnons, de La Mecque vers Médine, en 622. « Ils vivent cela comme un voyage initiatique, au cours duquel ils se dépouillent de leur vécu, de leur passé, pour renaître dans la nouvelle communauté », poursuit Jean-Pierre Filiu. Conditionnés par les prédicateurs de l'Etat islamique, les jeunes gens sont destinés à mourir au combat, mais aussi à se marier et à procréer.

Les hommes renoncent à leur état civil – certains brûlent leur passeport – et choisissent pour nouvelle identité un nom de guerre. Celui-ci comporte trois éléments juxtaposés. Par exemple : Abou Moussab al-Almani. Le premier terme, *abou* – « père » en arabe – confère au djihadiste, même s'il n'a pas d'enfant, le statut de chef de famille. Une marque de respectabilité. Le deuxième élément correspond au nom d'un compagnon du Prophète ou à une

HO/ISIL/AFP

vertu qui lui est attribuée. *Moussab* signifie ainsi « l'invincible ». Enfin, la troisième partie du nom désigne l'origine géographique du combattant : *al-Almani* vient d'Allemagne. « En adoptant un pseudonyme, le djihadiste croit se situer dans la longue lignée des musulmans du VIIe siècle », explique le politologue Abdelasiem El Difraoui, expert dans l'analyse de la propagande islamiste. « Les idéologues de Daech nient l'histoire tout en la falsifiant, poursuit-il. Pour eux, il n'existe qu'un seul temps : celui des origines. Le présent ne doit être qu'une répétition permanente des actes et des rituels accomplis par le Prophète et ses quatre premiers successeurs, les califes "bien guidés". »

Le martyr, « sang de l'islam »

Dans cette représentation immuable du monde, l'individualité n'existe pas, pas plus que la liberté de penser. Les combattants, fanatisés, adoptent la même élocution, la même gestuelle. Ceux qui ne maîtrisent pas bien l'arabe truffent les phrases les plus anodines d'interminables invocations divines : « Allah est grand », « C'est la volonté d'Allah »... L'uniformisation imposée par Daech repose pourtant sur un détournement sectaire des textes sacrés et de leurs commentaires, même les plus rigoristes. Les salafistes rejettent l'utilisation des images, mais le « califat » inonde la Toile de vidéos terrifiantes, à grand renfort d'effets spéciaux dernier cri. « Alors que le suicide est interdit en islam, Daech sanctifie les attentats kamikazes : le martyr est célébré comme le "sang de l'islam", le meilleur des croyants, assuré d'entrer au paradis », relève Abdelasiem El Difraoui.

L'Etat islamique appelle à tuer tous ceux qui ne suivent pas sa voie : juifs, chrétiens, athées, mais aussi musulmans « apostats », frappés d'excommunication *(takfir)*, en premier lieu les chiites. « L'organisation martèle un discours apocalyptique, tendu vers la fin des temps, reprend Jean-Pierre Filiu. Dans cette perspective, l'"homme nouveau" du djihad aspire à mourir lors de la grande bataille finale, remportée contre les croisés. Cela est censé lui permettre d'accéder à l'éternité, à la révélation de la vérité ultime. » Une tradition prophétique rapporte que le dernier combat doit se dérouler dans une petite ville dans le nord de la Syrie : Dabiq. Ce nom est aussi le titre du luxueux magazine de propagande en anglais, diffusé *on line* par Daech. Et pour ses recrues, subjuguées, la mort est une délivrance, à portée de main... •

SECTE Combattants de Daech, en Irak, dans la province de Ninive, en juin 2014.

L'ÉTAT ISLAMIQUE EST NÉ EN PRISON

Selon un cadre de la mouvance djihadiste Etat islamique, cité récemment par le quotidien britannique The Guardian, *les futurs caïds de cette organisation ont ébauché leur réseau voilà une décennie derrière les murailles du Camp Bucca, prison américaine perdue dans le désert du Sud irakien, en inscrivant les coordonnées de leurs codétenus sur l'élastique de leurs « boxers ». Les geôliers n'y ont vu que du feu et les prisonniers, une fois libérés, ont aisément renoué le contact.*

D'après les autorités de Bagdad, 17 des 25 leaders les plus influents de Daech – maître d'un tiers de l'Irak et d'un quart de la Syrie – sont passés par les centres d'internement américains entre 2004 et 2011. « Sans ces prisons, avance sous le pseudonyme d'Abou Ahmed la source du Guardian, *il n'y aurait pas aujourd'hui d'"Etat islamique". Bucca était une usine. Il nous a tous faits. Il a bâti notre idéologie. Nous avions tellement de temps pour réfléchir et planifier... Pour nous, ce fut une académie ; pour nos chefs, une école de management. »*

Ainsi, c'est dans ce pénitencier qu'« Abou Ahmed » a rencontré Abou Bakr al-Baghdadi, l'actuel patron du « califat » irako-syrien. Mais c'est aussi là que pionniers du djihad et rescapés de l'élite politico-militaire sunnite, fidèles au dictateur déchu Saddam Hussein et à son parti, le Baas, auraient esquissé leur alliance contre nature. Autant dire qu'à l'heure où la France songe à regrouper les partisans de l'islamisme radical dans des unités carcérales dédiées, ce précédent donne à réfléchir. **V. H.**

Cyberguerre contre la djihadosphère

Internet offre un écho mondial à la propagande et au recrutement des djihadistes. Pour prévenir les actes de terrorisme et empêcher leur apologie, le gouvernement cherche à renforcer encore un arsenal qu'il avait déjà durci en novembre 2014.

Par **Emmanuel Paquette** et **Adrien Sénécat**

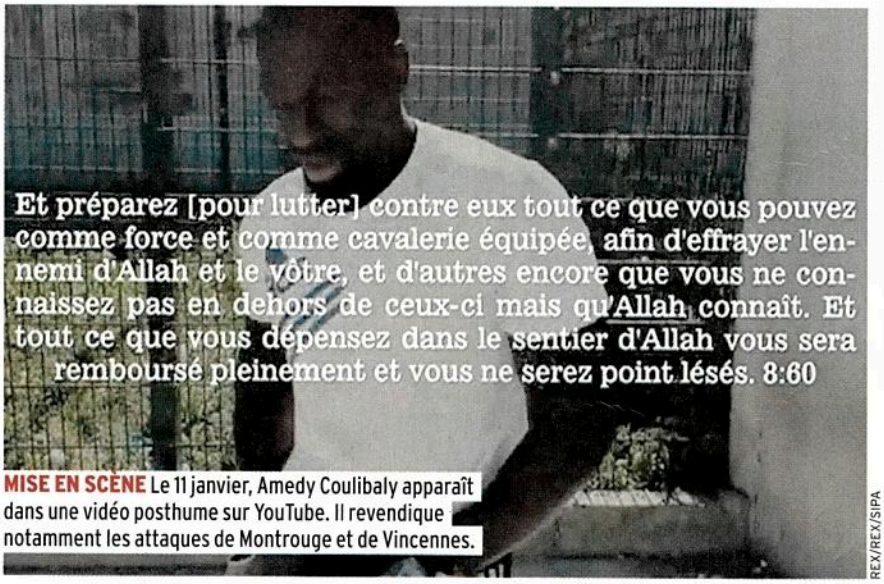
REUTERS/MONTAGE

APOLOGIE Sur Twitter, les soutiens aux frères Kouachi en 140 signes se multiplient.

Un canal de diffusion mondial. Des messages « sacrés » transmis à la vitesse de la lumière. Et voilà Internet devenu l'arme de propagation d'une « guerre sainte » à dimension planétaire. Dès le 11 janvier, deux jours après sa mort lors de la prise d'otages de la porte de Vincennes, à Paris, Amedy Coulibaly apparaît dans une vidéo posthume de sept minutes diffusée sur YouTube sous la forme… d'une interview. Dans les jours suivants, la propagande djihadiste tourne à plein régime. Al-Qaeda dans la péninsule Arabique (Aqpa) revendique le massacre à *Charlie Hebdo*. Puis c'est au tour du groupe Daech de mettre en scène des recrues françaises se félicitant des attentats et appelant leurs « frères » à commettre d'autres exactions en Europe. Le tout orchestré comme une partition musicale dont chaque note apporte un nouveau message, un nouvel appel.

Des moyens insuffisants pour passer la Toile au peigne fin

« Je suis Kouachi », « Je suis Coulibaly »… Sur les réseaux sociaux, des centaines d'internautes ont apporté leur soutien aux responsables des attaques. Cette « djihadosphère » ne se cantonne pas à d'obscurs forums de discussion, elle s'affiche au grand jour sur Facebook et Twitter. Ses membres illustrent leur profil avec la photo de l'un des terroristes, deviennent « amis » avec des Occidentaux partis en Syrie ou indiquent qu'ils « travaillent à l'État islamique ».



MISE EN SCÈNE Le 11 janvier, Amedy Coulibaly apparaît dans une vidéo posthume sur YouTube. Il revendique notamment les attaques de Montrouge et de Vincennes.

REX/REX/SIPA

« Il est clair désormais que nous sommes dans des logiques de communication modernes en rupture avec le fonctionnement verrouillé du passé et la culture du secret, analyse Samir Amghar, sociologue spécialiste du salafisme. On observe une sorte de passage générationnel, une recomposition du djihadisme. D'anciens leaders laissent la place à une autre génération. » Investir la Toile permet à la fois de répandre les mots d'ordre, de recruter des candidats à la guerre sainte à l'échelle mondiale, mais aussi de menacer les pays occidentaux. « Les branches médiatiques des groupes se sont développées à partir de 2003. Auparavant, elles devaient envoyer de courtes vidéos à la chaîne Al-Jazira. A présent, elles peuvent diffuser des messages de quarante-cinq minutes », ajoute Romain Caillet, chercheur et consultant sur les questions islamistes. Bref, les cyberdjihadistes disposent de tous les outils.

Comment riposter ? Comment limiter la propagation et la portée de ces discours de haine ? Pour qu'un contenu soit retiré des réseaux sociaux et des moteurs de recherche, il doit être signalé comme indésirable par un •••

Cultura présente le 42e

FESTIVAL INTERNATIONAL DE LA BANDE DESSINÉE

du 29 janvier au 1er février 2015

« LE JOURNAL DE MON FRÈRE » / CHICHI NO KOYOMI © Jiro Taniguchi / Shogakukan Inc. Tokyo, 1995 © Casterman 2007

EXPOSITION JIRO TANIGUCHI présentée par casterman & ANGOULÊME FESTIVAL BANDE DESSINÉE

VENIR À ANGOULÊME AVEC TGV SNCF

SNCF met en place des TGV 100 % Prem's pour vous accompagner au Festival.
Réservations dans les gares, boutiques SNCF, par téléphone au 3635 (0,34€TTC/min, hors surcoût éventuel), auprès des agences de voyages agréées SNCF et sur www.voyages-sncf.com.

BILLETTERIE

Cultura l'esprit jubile

0892 390 100 (0,34 € TTC/min)
En vente chez Cultura et autres points de vente habituels.

••• internaute *(voir l'encadré)* ou par les autorités des pays concernés. Ceux qui échappent à la vigilance demeurent en ligne. Les géants du Net, eux, se réfugient derrière une stricte application de la loi, celle des hébergeurs, en retirant les contenus dès qu'ils en ont connaissance. Mais passer ces plateformes au peigne fin suppose des moyens importants. Or « police et gendarmerie ne forment pas assez de personnels qualifiés pour mener une telle veille sur Internet », regrette Vincent Lemoine, docteur en droit et sciences criminelles, spécialisé en cybercriminalité.

Les communications chiffrées compliquent la tâche de la police

L'efficacité de cette intervention reste, de toute façon, relative. Car rien n'empêche les cyberdjihadistes de s'échanger textes, images et vidéos via l'outil de publication Pastebin, par exemple, ni de republier les contenus en ligne grâce à des programmes informatiques. Rien n'empêche non plus un internaute banni d'une plateforme de se réinscrire. Ainsi, certains n'hésitent pas à créer un nouveau profil avec le même pseudonyme en y ajoutant la mention « censuré ». Sans compter les nouveaux espaces à leur disposition comme les réseaux alternatifs que sont Diaspora et le site de partage de vidéos russe RuTube.

Afin d'éviter ces écueils et d'agir rapidement sur les communications en ligne entre cyberdjihadistes, les Etats-Unis ont établi un arsenal de mesures. Edward Snowden, ancien consultant de la National Security Agency (NSA), aujourd'hui réfugié à Moscou, a mis au jour le programme de surveillance de masse sur Internet appelé Prism. Réalisé par la NSA avec le concours de Google, Facebook, Microsoft, Yahoo ! ou encore Twitter, Prism est l'une des nombreuses têtes composant l'hydre enfantée par l'administration américaine au lendemain des attentats du 11 septembre 2001. Niant leur implication dans ce système d'écoute mondial, tous ces acteurs ont décidé de « chiffrer » les échanges des internautes, rendant ainsi illisibles les communications à ceux ne possédant pas les clefs pour les lire.

L'opération, destinée à rassurer les utilisateurs et, surtout, à préserver les affaires de ces grands groupes (Google et autres), n'a guère facilité la tâche des policiers, gendarmes et services de renseignement extérieurs aux Etats-Unis. Le Premier ministre britannique, David Cameron, vient même de demander au président Barack Obama de faire pression sur les géants du Net afin de rendre lisibles les communications. Un souci partagé par la France. « Cela ne nous aide pas, souligne-t-on au ministère de l'Intérieur. Il s'agit de vraies questions, que nous allons aborder avec nos partenaires lors de nos rencontres aux Etats-Unis prévues avant le 19 février. »

Ce prochain voyage du ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, a pour objectif d'accélérer la coopération entre le département américain de la Justice et les autorités françaises sur deux points. Aujourd'hui, un juge français peut demander aux entreprises concernées l'identification de la personne cachée derrière un compte Outlook, Gmail, Facebook ou Twitter… « Toutes sont dotées de services compétents pour répondre à nos demandes, même si certaines, très sollicitées, comme Google ou eBay, peuvent mettre du temps à réagir. D'autres acteurs, plus jeunes, à l'image de Twitter ou de Snapchat, ne sont pas dotés de telles équipes juridiques », note un représentant des forces de l'ordre. Par ailleurs, lorsqu'il s'agit d'aller au-delà et d'obtenir le contenu des correspondances privées, la France doit se tourner vers le département américain de la Justice, grâce au traité d'assistance judiciaire mutuelle (Mlat).

« Notre crainte est double, prévient Adrienne Charmet-Alix, coordinatrice des campagnes de la Quadrature du Net, une association de défense des libertés sur Internet. D'une part, nous pensons que le gouvernement français va vouloir étendre les écoutes sur Internet à l'entourage d'une cible, sa famille, ses amis… avec toutes les dérives possibles. D'autre part, le ministre de l'Intérieur va vouloir signer des chartes avec les acteurs d'Internet pour qu'ils s'engagent à modérer les contenus diffusés sur la Toile allant à l'encontre de la loi actuelle. » Elle rappelle que la loi votée en novembre 2014 permet déjà de sanctionner l'apologie du terrorisme en bloquant, sans intervention d'un juge, les sites incriminés. La très puissante Association des services Internet communautaires (Asic) préfère, quant à elle, tempérer. Soulignant le fait que la coopération avec la police existe de longue date, l'Asic écarte la mise en place d'un dispositif antiterroriste calqué sur le très intrusif Patriot Act des Américains. Jusqu'à quand ? • **E. Pa.** et **A. S.**

CHARLIE FAIT TOMBER PHAROS

Elle était encore inconnue voilà quelques jours. La plateforme Pharos a été victime de sa toute nouvelle célébrité. Le site Internet permettant aux internautes de signaler à la police les appels à la haine, de dénoncer l'apologie du terrorisme ou de la violence, n'était plus accessible à plusieurs reprises la semaine passée, noyé sous les demandes. Jusqu'à plus de 3 000 par jour, pour 400 d'ordinaire. Sans compter qu'une faille de sécurité a été également détectée. Le temps d'une remise à niveau, Pharos a failli disparaître, à l'instar du phare d'Alexandrie, situé sur l'île du même nom.

CAPTURE ÉCRAN PHAROS

la folle journee DE NANTES

PASSIONS
DE L'ÂME ET DU CŒUR

21e édition / NANTES / LA CITÉ
DU 28 JANVIER AU 1ER FÉVRIER 2015

www.follejournee.fr

La Folle Journée est une manifestation culturelle conçue par le CRÉA qui en assure la programmation artistique, initiée par la Ville de Nantes et produite par la SAEM La Folle Journée.

Crédit photos : Réalisation 2014 – © Mark Tipple, « Bleak », YellowKorner – SAEM La Folle Journée – RCS Nantes B 311 221 105 – Impression Westgraphy (44).

« Le monde musulman, grand corps malade »

Le philosophe Abdennour Bidar* refuse tous les amalgames. Mais pour cette figure éclairée de la réflexion sur le religieux et la laïcité, c'est sur les maux dont souffre la civilisation de l'Islam qu'a proliféré le cancer de l'islamisme.

Par **Abdennour Bidar**

CONFUSION Dogmatisme, formalisme, littéralisme... L'Islam pâtit de tous les « ismes » de l'obscurantisme, selon Abdennour Bidar.

M. ZAZZO/PASCO

J'ai souvent été amené ces derniers jours à souligner la différence entre responsabilité et culpabilité. L'amalgame ne doit pas être fait entre les musulmans et les terroristes qui prétendent tuer au nom de l'Islam – civilisation et religion : seuls ces derniers sont coupables, et il ne s'agit pas d'accuser à tort l'ensemble des musulmans de crimes commis par quelques égarés. Il ne s'agit pas non plus de confondre islam et islamisme, comme si l'islam était « par nature » violent et radical. Mais, dans ces moments de grande émotion collective, les meilleurs esprits sont parfois eux-mêmes victimes de confusion mentale, et c'est ainsi qu'on a pu entendre l'éminent professeur Rémi Brague affirmer sans sourciller que « l'intolérance est dans les gènes de l'islam » – comme si une religion avait des gènes, et comme si les violences commises au cours de son histoire au nom du Coran étaient différentes de celles qui l'ont été au nom de son texte sacré par chacune des autres religions de la planète.

Cela étant précisé, l'islam et les musulmans ne peuvent pas se dédouaner de leur part de responsabilité dans ce qui vient d'arriver. L'islamisme, ce cancer de l'islam, prolifère en effet sur le grand corps bien malade du monde musulman. Les terroristes en France sont les rejetons d'un radicalisme qui a basculé dans la barbarie de la Syrie au Nigeria, du prétendu « Etat islamique » à Boko Haram. Or comment soutenir sérieusement qu'une telle barbarie peut surgir de rien, ou plus précisément qu'elle peut ainsi se répandre au sein d'une civilisation saine et bien portante ? Pour ne prendre qu'une comparaison, en Europe la barbarie nazie n'est évidemment pas apparue sans causes mais, au contraire, dans ce moment de crise profonde – sociale et culturelle – d'une société allemande traumatisée à la sortie de la Première Guerre mondiale. Quand la barbarie survient quelque part, ce n'est jamais un hasard, quel que soit le phénomène auquel elle donne lieu. Si en l'occurrence aujourd'hui la barbarie se lève du côté de la civilisation islamique, c'est que celle-ci est déjà souf-

frante de bien des maux qui la fragilisent, qui la déstabilisent très dangereusement, ce qui chez ses enfants les plus fragiles va entraîner le basculement dans le fanatisme meurtrier.

Ces maux de fond dont souffre l'Islam sont tous les « ismes » de l'obscurantisme : autoritarismes politiques et religieux dans la plupart des sociétés musulmanes, et du côté de la religion trop souvent – hormis quelques îlots de tolérance, d'égalité des sexes et de liberté d'expression –, le dogmatisme, le littéralisme, le formalisme, le machisme. La place subalterne des femmes, l'ostracisme ou la persécution des minorités religieuses, l'incapacité persistante des autorités religieuses à déclarer caducs les versets violents du Coran, l'« orthodoxie de masse », explicitée par le professeur tunisien Yadh ben Achour comme mode de contrôle social, explicite ou insidieux, qui fait régner l'ordre religieux dans les sociétés, et face à laquelle les esprits libres eux-mêmes, souvent, s'autocensurent. Et enfin, bien sûr, la confusion du sacré avec un intouchable dont il est interdit de discuter et de rire – et dont toute contestation par l'esprit critique, à commencer par celui de l'humour, reste condamnée comme blasphème. Dans le signalement chronique et convergent de ces maux, il y a manifestement quelque chose de trop récurrent et profond pour que cela soit tenu pour quantité négligeable ou pour un mal superficiel et localisé. Il y a là, sauf à faire preuve d'une singulière mauvaise foi, un constat objectif et nécessairement général sur l'immensité d'un monde qui s'étend de l'Indonésie au Maroc.

Derrière ses certitudes apparentes, trop d'archaïsmes

Face à cette critique fondée, on continue pourtant d'entendre le réflexe indigné de ceux qui refusent de regarder en face ces maladies de l'Islam et de crier au péché intellectuel d'« essentialisme » ; ce qui signifie que, de façon abusive et mal intentionnée, on ferait de quelques cas une généralité. Mais comment ne pas tenir cette objection pour un déni de réalité, d'information, de sincérité et de bon sens ? Cette minimisation du problème ne tient pas. Derrière ses certitudes apparentes, le monde musulman donne à voir trop de symptômes concordants de souffrance, de doute, de déchirements, d'archaïsmes, pour que le mal soit strictement local ou bénin. Cette division interne – large comme un abîme – est devenue évidente aux yeux du reste du monde lors des printemps arabes de 2011, qui venaient de loin et dont l'issue reste tout à fait incertaine. C'est bien la question du religieux – la crise du religieux et de l'autorité du sacré – qui fut au centre de cet événement à travers plusieurs enjeux cruciaux, notamment celui du fondement du pouvoir politique, entre ceux qui revendiquent la démocratie et la séparation du politique et du religieux, et ceux qui ne conçoivent d'autre légitimité que théocratique, avec un Etat islamique fondé sur la charia (la loi religieuse).

« Nos concitoyens musulmans doivent passer du réflexe de l'autodéfense à la responsabilité de l'autocritique »

Au-delà même du politique, ce sont les sociétés et les consciences du monde musulman qui sont aujourd'hui écartelées entre la pulsion de retour à la tradition – largement fantasmée – et l'aspiration moderniste. Dans ces sociétés et entre elles, des gouffres se sont creusés. Entre le blogueur saoudien condamné au fouet pour avoir osé critiquer publiquement l'islam et le pouvoir du pays fossilisé dans des dogmes défendus par une police religieuse, comment ne pas voir la dissociation terrible entre une jeunesse et un système ? Entre cette Arabie saoudite officiellement gouvernée par le wahhabisme (version hyper rigoriste de la religion musulmane) et un pays comme la Tunisie dont la Constitution reconnaît la liberté de conscience depuis 2013, comment ne pas voir un autre symptôme de ces fractures profondes d'une entité sans cohérence qui n'arrive toujours pas à trouver sa place dans l'ensemble de la civilisation humaine, ni son propre équilibre entre fidélité à sa tradition, adaptation au présent et mouvement vers l'avenir ?

Certes, l'Occident aussi est en crise culturelle profonde, et il ne saurait s'ériger trop en éternel donneur de leçons. Il a également sa part ancienne et actuelle dans la crise de la civilisation islamique : la période coloniale, l'impérialisme guerrier de l'Amérique, etc.

Ne pas perdre son temps à accuser perpétuellement l'Occident

Mais, là encore, l'Islam ne gagne rien à s'exonérer de sa propre part de responsabilité dans ce qui lui arrive, et il ne doit pas perdre son temps à accuser perpétuellement l'Occident. Il ne doit plus se chercher d'excuses. Il ne peut plus dire, par exemple, à propos du djihadisme que « c'est l'arbre qui cache la forêt ». Quel est en effet l'état de cette forêt elle-même ? Elle compte trop d'arbres mal en point, rongés par telle ou telle petite bête en « isme », pour que l'arbre djihadiste soit le seul en cause.

C'est pourquoi, tout en distinguant la culpabilité djihadiste et la responsabilité de l'Islam, celle-ci demande maintenant à être assumée d'urgence. Ici en France ou dans l'ensemble du monde musulman, rien ne serait plus dommageable pour les musulmans que de s'enferrer dans la posture victimaire. Si le monde musulman ne veut plus être montré du doigt comme l'homme malade de la civilisation globale, et si en Europe nos concitoyens musulmans ont raison de s'insurger contre leur désignation comme boucs émissaires de toutes nos difficultés sociétales, il leur faut surtout se mobiliser en passant – comme je l'ai dit dans ma *Lettre ouverte au monde musulman* – du réflexe de l'autodéfense à la responsabilité de l'autocritique, en commençant par reprendre en main sérieusement l'éducation de tous leurs enfants à la tolérance et à la fraternité. Il faut que l'Islam se ressaisisse, se retrouve comme grande culture dont les héritages humanistes sont capables de contribuer avec tous les autres à l'édification d'une humanité plus humaine, sur tous les plans de la vie. •

* *L'Islam sans soumission. Pour un existentialisme musulman*, Albin Michel, 2008.